



A l'attention des candidates et
des candidats à l'élection
présidentielle

A Paris, le 13 février 2017

Mesdames et Messieurs les candidat(e)s à l'élection présidentielle,

Les Restos du Cœur ont été fondés il y a déjà plus de 31 ans par Coluche. Désormais, notre association accueille chaque année entre 900 000 et 1 million de personnes au sein de plus de 2 000 centres d'activités. **Lors des cinq dernières campagnes, les Restos ont au total servi plus 630 millions de repas aux plus démunis.**

Ces quelques chiffres recouvrent des situations humaines intolérables et témoignent, s'il en était encore besoin, de la réalité de l'exclusion et de la pauvreté dans notre pays qui mettent en danger la cohésion sociale et le vivre-ensemble.

C'est à cette situation concrète que vous devrez apporter des réponses si vous êtes élu(e).

Forte de l'expérience des 71 000 bénévoles qui s'engagent au quotidien au service des plus fragiles, notre association tient non seulement à vous alerter sur ce qu'est aujourd'hui la grande pauvreté, mais également à vous faire part de ses propositions pour recueillir de votre part des engagements indispensables pour les années à venir.

Ainsi, dans le respect de notre indépendance, de notre stricte neutralité politique, nous souhaitons vous interpeller sur les grands enjeux de la lutte contre la pauvreté et **solliciter un engagement personnel sur cinq points** si le suffrage des électeurs en avril et mai prochain vous conduit à présider aux destinées de notre pays pour le prochain quinquennat.

Inscrivez-vous parmi vos priorités :

- 1) de repenser les politiques publiques de lutte contre l'exclusion pour les rendre plus cohérentes et plus adaptées aux défis posés par les nouvelles formes de précarité (familles monoparentales, familles à la rue, étudiants précaires, personnes âgées, mineurs, personnes isolées en milieu rural) ?*

8,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France. Ce chiffre recouvre des réalités humaines dramatiques, mais de plus en plus diverses. Les visages de la précarité se transforment et appellent les pouvoirs publics à apporter des réponses plus ambitieuses et plus adaptées, pour venir en aide à tous les plus démunis et ainsi garantir l'inconditionnalité de l'accueil et de l'aide : lutter contre l'isolement des plus précaires en milieu rural, aller au-delà des simples mises à l'abri temporaires pour les personnes à la rue, qui ne sont pas suffisantes pour enclencher une vraie

en compte sur vous.
Coluche

dynamique d'insertion, réaffirmer l'importance de l'aide alimentaire comme premier facteur d'inclusion sociale.

2) de valoriser les démarches d'insertion des plus démunis, loin des discours simplistes et dangereux sur « l'assistanat » qui véhiculent une image fautive et stigmatisante de la pauvreté ?

Le débat public est émaillé de trop nombreux discours qui stigmatisent les plus démunis et les présentent sous un jour caricatural. Nous considérons qu'il revient aux responsables politiques, au premier rang desquels le Président de la République, de ne pas encourager ce type de propos ou de comportements, qui sont non seulement l'illustration d'une méconnaissance de ce que vivent les plus démunis, mais nuisent à toute la chaîne de solidarité que nous faisons vivre au quotidien.

3) de défendre avec force, dans le cadre de la négociation du prochain budget de l'Union européenne qui commencera dans les tous prochains mois, l'aide alimentaire européenne ?

Le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) a été créé en 2014 pour remplacer le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD), lui-même créé au milieu des années 80 sous l'impulsion du fondateur de notre association, Coluche, qui a réclamé dès 1986 « l'ouverture des frigos de l'Europe » aux associations de solidarité. Le rôle de la France, des gouvernements de l'époque comme des associations, a également été crucial à l'heure de défendre cette aide alimentaire européenne entre 2010 et 2014, mais ce combat pour la solidarité devra à nouveau être mené dans les années à venir : le maintien de l'aide alimentaire européenne via le FEAD n'est pas garanti après 2020.

La remise en cause de ce Fonds fragiliserait dangereusement les associations d'aide alimentaire et aboutirait à une réduction drastique du volume d'aide délivré, avec des conséquences sociales désastreuses pour notre pays et pour toute l'Europe.

4) d'encourager le bénévolat et l'engagement sous toutes ses formes tout en préservant, dans l'esprit de la loi de 1901, l'indépendance des associations ?

L'indépendance des associations est le moteur de leur créativité et de leur dynamisme et permet de garantir la pluralité des projets et des valeurs. Or, à la faveur de la raréfaction des ressources publiques, on observe trop souvent une volonté des pouvoirs publics de reprendre en main les associations ou de les considérer comme des délégations de services publics. Nous attendons des pouvoirs publics qu'ils reconnaissent et garantissent cette indépendance.

Le bénévolat doit également être mieux reconnu et encouragé, pour permettre en particulier aux plus jeunes de s'engager plus facilement et aux personnes en activité de concilier engagement et vie professionnelle.

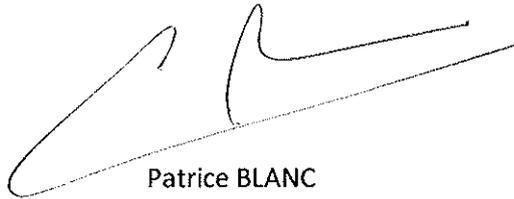
5) de garantir, quelles que soient les évolutions fiscales en cours ou à venir, les dispositifs d'incitation aux dons prévus par la loi Coluche ?

Les incitations aux dons des particuliers et des entreprises, prévues par les articles 200 et 238 bis du Code général des impôts, permettent d'encourager la générosité de nos concitoyens grâce à une déduction fiscale. Quelles que soient les mesures fiscales que vous prendrez si vous êtes élu(e) ou

celles qui sont en train de se mettre en place, comme le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, ce mécanisme doit être préservé, d'autant plus que son effet de levier est considérable : **chaque euro d'argent public donné aux Restos se traduit par 6 euros de moyens déployés sur le terrain, c'est-à-dire 6 euros d'actions de solidarité.**

Nous souhaitons vivement que vous soyez en mesure d'apporter une réponse claire et de prendre un engagement précis sur ces différents points. Vous trouverez également dans le document que nous vous joignons une déclinaison plus complète de nos messages, qui concernent l'ensemble des actions de notre association. Nous vous remercions de la réponse circonstanciée que vous pourrez nous adresser et de votre réaction à la lecture de ce document.

Espérant que les différentes préconisations et propositions des Restos sauront retenir votre attention et que vous réserverez le meilleur accueil à cette démarche, nous vous prions de recevoir, Mesdames et Messieurs les candidat(e)s, nos salutations solidaires.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'P' followed by a horizontal line that extends to the right and then curves slightly upwards at the end.

Patrice BLANC
Président des Restaurants du Cœur

